

9 septembre 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président Emmanuel Macron sur renouvellement des générations à l'occasion de la 8ème édition des Terres de Jim.

Merci président. Merci beaucoup. Je suis heureux d'être parmi vous.

Monsieur le ministre, sur des terres qui vous sont familières, et heureux de vous retrouver - on était avec le CAF puis les JA - et je salue la présence de nos élus, le président du Conseil régional, Monsieur le président du Conseil départemental, nos parlementaires et maires qui sont ici présents. Je pense que c'est très important que chacun mesure l'engagement des élus de la République aux côtés du monde agricole. J'étais très heureux de la discussion qu'on a eue avec vous, avec la présidente de la FNSEA, et l'ensemble des collègues du CAF.

Si je suis avec vous aujourd'hui, ce n'est pas totalement un hasard, c'est que nous traversons, et vous le vivez en premier chef, une période qui est quand même très particulière, qui est grave, difficile, qui suppose la mobilisation de tous, et je le dis à des femmes et des hommes qui ne comptent pas leur jours, pas leurs heures, rarement leurs nuits, et si je suis présent à vos côtés aujourd'hui, comme je l'étais l'année dernière, c'était à la fois pour rendre compte du suivi de ce que j'avais dit, j'y reviendrai, pour venir déployer avec vous le plan d'avenir, mais aussi pour commencer peut-être, par parler de la situation que nous vivons. Nous traversons une période inédite, je l'ai évoqué il y a plusieurs mois, j'y suis revenu avec nos compatriotes, qui est évidemment celui du retour de la guerre en Europe. Elle nous touche tous, et elle vous touche, et ses conséquences vous touchent, je le sais ô combien. Et donc, c'est aussi pour ça que nous sommes là depuis le début de la guerre, pour essayer d'accompagner le prix des intrants pour plusieurs d'entre vous, celles et ceux qui dépendent des engrais azotés, vous m'en avez parlé depuis que je suis là. Les prix montaient, donc il y a eu des réponses de courts termes. On va continuer d'accompagner, mais il faut aussi, dans la durée. On pense à sortir de cette dépendance à ces engrais qu'on achetait en Russie, ou avec des intrants de Biélorussie ou de Russie. La montée des prix de l'énergie, qui est une conséquence de la guerre, parce que l'énergie est une arme de guerre, pour la Russie aujourd'hui, et donc on en paye les conséquences. Là aussi, on accompagne la profession, mais je sais l'angoisse qu'il y a, les difficultés, donc on va continuer d'accompagner parce que ça pèse sur les coûts de productions là où il y avait déjà des structures qui étaient si fragiles et si peu rentables.

Mais en plus de ça, nous avons vécu ces derniers mois les conséquences du dérèglement climatique qui, pour les entrepreneurs du vivant que vous êtes, fait que vous en êtes les premières victimes, en tout cas, que vous en avez les premières conséquences et en particulier, évidemment, l'épisode de sécheresse des derniers mois. C'est un épisode tel, comme on n'en avait pas connu depuis des décennies, avec des pertes de fourrages considérables, avec une déstabilisation complète de nos écosystèmes. C'est la deuxième plus grande sécheresse depuis qu'on la mesure, depuis le début du XXème siècle, et avec certaines régions qui n'avaient jamais été touchées à ce point, avec 30 % du fourrage qui s'est effondré. Donc, on le voit, des conséquences très profondes pour plusieurs d'entre vous, pour celles et ceux qui achetaient ce fourrage, et donc des filières profondément déstabilisées. Là aussi, on a essayé d'être à vos côtés, le Gouvernement s'est engagé, et puis on fera les comptes à la fin, parce qu'au moment où je vous parle, on n'a pas fini de vivre, on le sait bien, cet épisode.

Mais en étant là devant vous, je voulais d'abord, ici, redire mon soutien à l'ensemble de notre agriculture et de nos agriculteurs, parce que ce que je viens de dire là, c'est pour donner à voir et à mesurer, pas à vous qui le vivez, mais à nos compatriotes qui nous écoutent, à quel point au fond, l'agriculture est à la confluence de toutes les crises et de toutes les contraintes que nous sommes en train de vivre. Quand le prix des intrants augmente, quand le prix de l'énergie augmente, quand la sécheresse est là, il y a peu de professions qui vivent tout ça ensemble dans leur chair, dans leur compte en fin de mois ; l'agriculture, oui. Et je le dis parce que je ne veux pas, dans le moment où nous sommes en train de traverser cette crise climatique et cette guerre, que nous oublions ce que nous devons à notre agriculture et à toutes celles et ceux qui la font vivre.

Au printemps 2020, quand je me suis adressé à nos compatriotes, j'ai en effet dit que nous serions fous d'abandonner notre agriculture à l'étranger. Nous sommes une agriculture ouverte, on exporte, on importe. On est un grand pays ouvert au monde. Mais nous croyons dans la souveraineté agricole et alimentaire parce qu'on sait que les jours où c'est difficile, on l'a vécu, qui nourrit le peuple français ? Nos agricultrices et nos

sait que les jours où c'est difficile, on n'a vécu, qui nourrit le peuple français : nos agriculteurs et nos agriculteurs. Et vous l'avez fait pendant la crise Covid. Je pense que, pour beaucoup de gens, on a tôt fait d'avoir passé cette page, d'oublier, et de faire comme si le Covid n'était pas passé par là, de revenir à nos vieilles habitudes. Je le dis parce qu'aujourd'hui, on est en train de tout revoir. La guerre est là en Europe, je le disais, l'énergie est devenue un instrument de guerre. Personne ne sait dire le monde dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans. Je sais une chose : l'alimentation est redevenue un enjeu de géopolitique. Et donc oui, dans le moment que nous vivons, on a besoin de défendre notre souveraineté agricole et alimentaire. Parce que si on la laisse tomber, et chacun y a son rôle à jouer, je vais y revenir, on se réveillera groggy. En découvrant qu'on doit importer le lait, qu'on doit importer la viande, qu'on doit réimporter les légumes, et que tout ce qui était comme des évidences, mais qu'on ne voulait plus payer au juste prix, qu'on n'a pas suffisamment défendu, est devenu une vulnérabilité. Au moment où je vous parle, ça n'est pas le cas. Mais si nous ne tenons pas bon aujourd'hui, et s'il n'y a pas un réveil collectif profond, dans dix ans, dans vingt ans, ce sera le cas.

Donc en étant avec vous aujourd'hui, c'est aussi une forme de mobilisation générale, à vos côtés. Le Gouvernement est là pour les crises, je vais y revenir, mais c'est la Nation toute entière qui doit se tenir aux côtés du monde agricole pour garder cette souveraineté et la renforcer. C'est indispensable. En ayant ces remerciements et en défendant notre souveraineté, je manquerais à tous mes devoirs si je n'avais pas un mot pour vous dire aussi merci sur ce qui a été fait, dans plusieurs de nos régions qui ont été touchées cet été par les grands feux. Parce que cet été, ce sont nos agriculteurs qui bien souvent sont allés défendre et permettre de tenir. Vous pouvez les applaudir.

Cet été, des feux massifs se sont déclenchés. Jura, Bretagne, plusieurs territoires qui ne connaissaient pas les grands feux les ont eus cet été, autre signe de ce dérèglement. Ce qui m'a été raconté par ce qu'ont fait vos collègues, ils étaient victimes depuis plusieurs semaines de la sécheresse, c'était déjà difficile, c'est que jours et nuits, ils se sont mobilisés avec les instruments de travail pour aller chercher l'eau, pour permettre à plusieurs villages de tenir, d'avoir ce qu'il fallait pour vivre, l'eau et le reste. Ils ont mis à l'abri des habitations, ils ont pris tous les risques eux-mêmes. Et je vais vous le dire, il n'y avait pas de texte, il n'y avait pas de protocole, on s'est ensuite débrouillé avec le ministre pour les réquisitionner après coup pour au moins les dédommager du carburant et des risques qu'ils avaient pris, hors de tout cadre. C'est ça la solidarité paysanne de nos territoires. Ça tient. Et de la même manière que vous avez nourri, vous avez aidé à tenir pendant les feux et je vous en remercie. Au moment où je décris tout cela et les enjeux, je constate comme vous — parce que je ne suis pas là pour dire que tout va bien. La situation, moi, me préoccupe. Elle me préoccupe parce que comme dans tous les secteurs, vous êtes pris - parce que vous êtes des producteurs - entre la montée de vos coûts, des Françaises et des Français pour qui les fins de mois sont de plus en plus difficiles - une difficulté à faire passer dans les prix, je vais y revenir - et donc beaucoup d'incertitudes et d'angoisse.

À cette angoisse d'entrepreneur, il y a les angoisses des entrepreneurs du vivant parce qu'il y a la sécheresse que j'évoquais et tous les aléas. Alors face à cela, nous avons répondu aux crises. Face à la guerre en Ukraine, on a déployé un plan d'urgence, 400 millions d'euros. Face aux crises qu'on a vécues - grippe aviaire ces derniers mois-, 1 milliard cette année pour le plan de crise que plusieurs de vos collègues dans plusieurs régions ont géré. Face à la montée des coûts liés à la guerre, plan d'urgence, on fera le point à la fin là aussi et plan sécheresse. Ça, ce sont les urgences. Mais on le voit bien, on ne peut pas gérer le quotidien comme une succession de crises. Donc on a mis aussi en place, collectivement, ces dernières années, des réponses dans la durée. EGalim 1, d'abord, pour défendre les prix, la profession, les producteurs, les transformateurs face aux excès, aux dérives qu'on connaissait de la LME et aux pratiques qui consistaient à dire « plus rien n'a de valeur, il faut payer toujours moins cher ». On a mesuré EGalim 1, on n'était pas au rendez-vous, on a pris ensemble, grâce au travail de tout le monde, EGalim 2. Grâce à cela, croyez-moi, on a évité des drames. On n'aurait pas fait ensemble EGalim 1 et EGalim 2, et je salue le travail aussi et la mobilisation des parlementaires, les décapitalisations qu'on évoquait ensemble tout à l'heure, les fermetures d'exploitation dans beaucoup de secteurs, seraient bien pire. Néanmoins, c'est arrivé à un moment, celui de la crise que j'ai évoqué, qui nous met encore plus sous pression.

Je veux ici prendre un engagement clair : on va appliquer avec fermeté, on va mobiliser. Je suis prêt derrière à ce qu'on change encore les choses. Appliquer avec fermeté, ça veut dire que dès le début de la période des négociations, EGalim 2 sera appliqué avec la plus grande fermeté et des sanctions comme celles qu'on a passées d'ailleurs, l'année dernière, seront mises en place. Elles sont parfois massives, vous le savez. Ensuite, il faut mobiliser et je remercie les grands distributeurs qui sont prêts à s'engager au fond sur des prix d'ordre public. Je ne veux pas mettre en porte-à-faux Lidl mais il me disait tout à l'heure « Moi, sur le lait, je vais m'engager, je suis prêt à m'engager avec pas moins de 500 payés au producteur parce qu'on sait très bien qu'en dessous de ça, il ne vit pas sur ces coûts de production ». Il faut que derrière, on arrive à engager l'ensemble des grands distributeurs et qu'on crée de la mobilisation par des pratiques de marché.

Mais la mobilisation, c'est aussi celle des consommateurs. Il faut continuer de faire de la pédagogie. Si on ne paye pas, on n'accepte pas de payer l'alimentation comme on l'a fait pendant la période Covid, alors on condamne nos producteurs à continuer de fermer. C'est ça la réalité. Et donc oui, l'alimentation, elle a un prix parce que produire a un coût, car derrière, il y a des années de travail et qu'on ne peut pas toujours accepter la

baisse continue, surtout quand les prix pour fabriquer augmentent. Et puis enfin, on fera l'évaluation. Si la deuxième saison d'EGalim 2 n'est pas au rendez-vous, je suis tout à fait prêt à ce qu'on continue à changer de manière profonde nos textes pour aller plus loin, protéger les producteurs et protéger les transformateurs, en particulier les PME et TPE du secteur si elles continuent d'être sous la pression de certaines structures qui ne veulent pas jouer le jeu, qui n'ont pas compris que le monde était en train de changer. S'il n'y a pas de revenu, on continuera à fermer des exploitations. S'il n'y a pas de revenus, on continuera à décapitaliser dans le lait, dans la viande et dans d'autres. S'il n'y a pas de revenus, on ne pourra pas convaincre des jeunes de venir s'installer. Et donc, on doit continuer durablement à poursuivre le travail enclenché il y a cinq ans avec EGalim 1 puis EGalim 2. Je veux ici vous redire ma fermeté en la matière. Je serai toujours à vos côtés.

Derrière ça, il y a les plans de filières, parce que j'en ai aussi assez d'entendre dire qu'on ne changerait pas les choses. Je le redis, vous êtes des entrepreneurs du vivant. Il y a une recherche sur laquelle on a réinvesti. L'INRAE est là. Nous savons combien nous avons fait tous ensemble. Les chambres sont aussi mobilisées. On a fait énormément, plan de filières par plan de filières pour changer les pratiques, continuer d'avancer. Mais s'il n'y a pas de revenus, il ne peut pas y avoir d'investissements. Donc, on va continuer d'accélérer sur cette transition qui est indispensable et de garder, si je puis dire, ce couple résistance et ambition, mais dans cet ordre-là, des revenus pour pouvoir investir et transformer. On va consolider ce qu'on a su faire ensemble ces dernières années avec une PAC ambitieuse qu'on a négociée avec une traduction nationale et qui a maintenant été validée. Je veux remercier les parlementaires européens ici présents et amis de la cause. Et tout ça, c'est le fruit de notre mobilisation collective que je veux qu'on puisse poursuivre.

Il y a deux choses qui sont des engagements récents sur lesquels je voulais revenir : l'eau et l'assurance récolte. L'eau, ça fait partie de la grande transformation que j'évoquais. C'est devenu une ressource rare. Nous le savons, ça va continuer de s'installer, y compris dans des territoires où ce n'était pas le cas jusqu'alors. Le Varenne a permis de mettre à plat beaucoup de choses et de donner un cadre. Maintenant je veux que dans les prochains mois, on puisse déployer et mettre en œuvre les projets qui ont été traduits dans le Varenne. C'est absolument indispensable et je veux qu'on puisse aller au bout des bassines, des retenues collinaires. Nous le savons, la bonne utilisation de nos ressources en eau, c'est qu'on puisse en transparence consacrer et sanctuariser l'usage agricole et le multi usage, qu'on dépassionne ces débats, et puis qu'on finalise aussi les décisions qu'on doit prendre en matière d'amélioration de notre organisation pour mieux retenir nos pluies. On est moins bons que certains de nos voisins, l'Espagne en particulier. On finalisera les textes d'ici la fin de l'année.

Il y a un travail qui doit se poursuivre, on doit être plus efficace pour mieux utiliser nos ressources en eau et pour mieux mobiliser toutes les ressources qu'on peut avoir. Mais il faut là aussi qu'on ait ce débat transparent, et il faut que nos compatriotes comprennent que si on veut défendre cette souveraineté alimentaire indispensable, si on veut continuer de se nourrir comme nation et comme peuple et ne pas dépendre, on a besoin de permettre à nos exploitations agricoles d'utiliser l'eau pour les cultures.

À côté de ça et face à tous ces aléas que j'évoquais, j'étais avec vous l'année dernière et nous avons lancé un plan historique, celui de l'assurance récolte. Je dis historique parce que ça faisait des décennies qu'on disait « ce serait formidable si on avait vraiment un système d'assurance récolte, on va le faire ». Bon. Là, on le dit : on le fait collectivement. On a pris des engagements. J'avais pris l'engagement des 600 millions d'euros. Le Gouvernement l'a fait et les prédécesseurs du ministre, le ministre DENORMANDIE a pris le texte. Le parlement a voté un texte en moins de 8 mois, ce qui est exceptionnel dans notre pays. Le texte est sorti, la loi a été votée, les décrets sont en finalisation, on arrive au moment de la réalisation.

Je vais ici vous dire des choses, pardon, parce que parfois c'est un peu technique, mais je sais que c'est attendu. Je vous confirme les 600 millions d'euros. Vous avez pris vos responsabilités, les cotisations. On va mobiliser des financements européens et l'État va plus que doubler sa contribution totale au système : 600 millions d'euros donc. On va prendre pour période de référence les 10 dernières années, et je sais tous les débats qu'il y a entre les filières. Je suis pour la solidarité, pour que toutes les filières se tiennent. J'ai entendu la Présidente tout à l'heure, il y a eu un gros travail qui a été fait par le Ministre, et donc on va essayer de simplifier les règles, et de tenir ce que j'ai compris comme étant ce sacro-saint 20-70-90 et de permettre, y compris aux filières qui étaient à 25 % d'aller aux 20 % pour créer un appel d'air et une vraie attractivité de ce système d'assurance. Avec une clause de rendez-vous, c'est que si on dépasse les 680 millions d'euros, l'État ne peut pas être un payeur aveugle, il faudra remettre toutes les parties prenantes autour de la table parce qu'il n'y a pas de confiance sans système de responsabilité. Et c'est une grande confiance que je donne là, y compris pour des filières qui historiquement contribuent un peu plus que les autres : viticultures, grande culture. Un geste de solidarité et d'unité inédit dans la vie de la nation. Je l'assume pour que toutes les filières restent unies, y compris face à l'adversité. Je l'assume parce que je pense qu'on a besoin d'avancer et que face au choc que nous avons subi, nous irons de l'avant avec cette clause de revoyure si on dépassait les 680 millions d'euros au total.

Monsieur le Président, ce que j'ai dit l'année dernière, c'est une réalité. C'est une réalité à priori en l'absence de

vous l'avez compris, ce qu'on a dit l'année dernière, c'est une réalité. C'est une réalité là aussi en bougeant de manière historique des éléments de couverture et de protection, certaines filières qui d'habitude avaient leurs exploitants qui étaient plus appelés. Maintenant, je suis là aussi pour prendre de nouveaux engagements et essayer avec vous d'avancer sur le reste. Mais tout ce dont je veux parler n'aurait pas de sens si on ne consolidait pas tout le reste. Comment parler d'avenir si on ne défend pas les revenus et les prix ? Comment parler d'avenir si on ne protège pas face aux aléas climatiques de plus en plus nombreux ? Comment parler d'avenir si on ne sait pas se défendre face aux grandes transitions comme on l'a fait collectivement ces cinq dernières années avec des résultats qui doivent continuer de s'améliorer. Je veux parler d'avenir parce qu'un des défis pour notre souveraineté agricole et alimentaire, c'est en effet le défi démographique et le défi du renouvellement des générations, à côté de tout ce que j'ai dit. C'est pour ça que je suis là à côté des jeunes.

Vous l'avez très bien dit Président, d'ici à 2030, 100 000 exploitations vont voir leur chef d'exploitation, comme vous monsieur, qui vont passer la main. Alors vous, c'est un formidable exemple. Avec beaucoup d'honnêteté, vous avez montré la difficulté sur le lait, qui est liée aux réalités du moment et au prix auquel il faut donner plus de visibilité. Mais vous avez su trouver, eu le sens des responsabilités, de préparer, vous avez passé la main. Quand je regarde ces quinze, vingt dernières années, nous avons plutôt su préserver la surface agricole utile dans notre pays, mieux que chez beaucoup de voisins. Par contre, on a moins de chefs d'exploitation. Mais là, il y a une accélération de la transition démographique. Nous n'avons jamais eu un tel mur démographique devant nous. C'est plus de la moitié des chefs d'exploitation d'ici 2030 qui vont passer le relais. C'est un vrai défi parce que ça arrive, on le comprend bien, au pire moment. On n'a pas encore gagné la bataille du prix, on la mène ensemble depuis cinq ans et elle est dure. Elle est remise en cause par une nouvelle inflation qui arrive et le dérèglement climatique est déjà là.

C'est pour ça qu'il nous faut accélérer sur le Varenne de l'eau, sur l'assurance récolte et tout le reste. Mais donc, le défi est immense. Il faut donner de la visibilité à notre jeunesse pour pouvoir avancer. Ce que je veux que nous construisions ensemble dans les 6 prochains mois, parce que cette année, je prends un engagement, mais je vais vous faire travailler aussi. C'est un pacte d'avenir pour bâtir ce pacte d'orientation et d'avenir pour notre agriculture, et pour ensemble, sur les sujets d'orientation, de formation, de transmission et de transition, réussir à se donner les bons instruments, les bons investissements et la visibilité.

Il faut dans les six prochains mois mener ce travail dans tous les territoires de concertation et de négociation. Et il faudra ensuite voir ce qui dépend de la loi, on présentera au 1er semestre 2023, ce qui dépend parfois de décisions du Gouvernement, d'investir avec les collectivités territoriales, et les régions qui ont un rôle très important en la matière, et je sais leur engagement.

Je veux ici revenir sur quelques-uns des piliers de ce pacte auquel je crois et que je veux qu'on bâtisse ensemble. Le premier, c'est celui de l'orientation et de la formation. Si on veut qu'il y ait des jeunes comme vous qui aillent vers les professions, il faut qu'on continue l'information et l'orientation. Moi, comme vous, j'en ai assez de ce qu'on appelle l'agri-bashing. J'en ai assez de l'esprit de calomnie en quelque sorte et de raccourcis, et donc il faut qu'on ait un discours public qui assume l'importance de notre agriculture parce que tout le monde a envie de bien manger. Et si on veut bien manger en sachant ce qu'on mange, en préservant nos paysages, en préservant notre biodiversité, en prévenant justement que nos paysages ne soient pris par la broussaille et donc les incendies, on a besoin de l'agriculture française. Il faut le dire haut et fort, le dire à la télévision, le dire dans les écoles et partout. Donc il y a un énorme travail de pédagogie, de fierté à avoir.

Ce n'est pas de la démagogie, mais tous ceux qui sont en train de discréditer aujourd'hui, de mener un discours catastrophiste sur notre agriculture, ils préparent quoi ? Une France où on devra, pour manger, importer des produits qui viendront de l'étranger avec des standards sanitaires et écologiques nettement inférieurs aux nôtres. C'est ça la réalité. Donc il n'y a aucun progrès écologique qui est possible s'il se fait aux dépens de notre souveraineté. Ça n'est pas vrai.

On a payé ces dernières années entre la pandémie et la guerre pour savoir que tout était possible. Donc notre responsabilité comme nation, c'est de passer dans tous les esprits ce message : acheter au bon prix parce que derrière il y a des gens qui vivent et il y a leur travail. Respecter celles et ceux qui travaillent jours et nuits et ne savent pas ce qu'est un jour de repos, respecter la place de l'élevage, de toutes les agricultures et de toutes les formes d'agriculture, de tous les modèles... Celui que vous avez défendu comme d'autres parce qu'il faut tous les modèles pour que notre agriculture permette notre indépendance.

Ce message-là, il faut qu'il passe dans nos écoles, on va s'y employer, et il faut que dans nos journées à venir d'orientation, qu'on va installer dès la 5ème, c'est là où j'ai besoin de vous tous, pour que vous puissiez aller dans les établissements scolaires pour expliquer ce que c'est. On ne va se mentir, même si on arrive à faire tout ce boulot, ça restera des métiers passion parce qu'il y a un tel niveau de contrainte qu'il faut aimer le vivant, qu'il faut aimer la liberté et l'indépendance qui va avec vos métiers et que ce n'est pas vrai que ça correspond à tous les standards d'organisation de la vie telle que nous sommes en train de la vivre. Je parle pudiquement mais vous êtes des engagés et vous travaillez beaucoup. Je pense que derrière il y a un sens, il y a, voilà, un

goût de ce qui va avec. Il faut pouvoir l'inculquer, le transmettre. J'ai donc besoin de vous pour aller l'expliquer dans les écoles. C'est très important. Ensuite, il y a notre enseignement agricole qui est une fierté et une force. Je le dis devant votre ministre mais on a besoin de le consolider et d'avancer sur ce point. À cet égard, cet atout et je veux vraiment remercier ici tous les enseignants et dirigeants de ces établissements, nous investirons 20 millions d'euros pour l'enseignement agricole dans le cadre du fonds compétence de France 2030. Pour faire quoi ? Pour financer des formations nécessaires, notamment dans ces nouveaux métiers ou ces nouvelles compétences dont on a besoin - l'hydraulique, la robotique agricole - et donc soutenir l'innovation pédagogique dans les établissements.

Nous créerons un statut d'expert associé dans l'enseignement agricole. Parce qu'on le sait très bien, les enseignants sont les premiers à le dire qu'on a besoin d'expertise complémentaire aux enseignants et de pouvoir faire circuler les formateurs. On va faire pareil d'ailleurs dans le lycée pro parce que les métiers sont en train de se transformer et donc on a besoin de compétences extérieures pour améliorer ce qui se fait dans nos lycées agricoles. D'ici un an, sur tout le territoire, nous mettrons en place un réseau d'incubateurs d'entrepreneurs, d'entreprises agricoles innovantes, en s'appuyant sur les lycées agricoles, les chambres d'agriculture, les acteurs du développement durable, les instituts techniques, les régions et les banques. Et c'est ce qui va permettre aussi de trouver des réseaux pour les stages, les contrats d'apprentissage et permettre aussi d'avoir des experts qui sont dans ces entreprises ou dans ces réseaux pour notre enseignement. Tout cela sera gravé dès le projet de loi de Finances 2023, parce que je pense qu'on ne peut pas attendre, il faut tout de suite enclencher la mécanique.

L'augmentation du nombre d'inscrits dans l'enseignement agricole s'accompagnera d'une augmentation des moyens budgétaires et dès l'année prochaine d'ailleurs, on a une augmentation qui sera prévue de 60 millions d'euros pour accompagner parce que nos lycées agricoles attirent, donc il faut aussi recruter. Cela, c'est le premier pilier pédagogie, défense et illustration de ce qu'est une vocation, un engagement, orientation, formation.

Le deuxième pilier, ça va exactement dans le sens que vous évoquiez. Les chambres jouent un rôle très important et je vais juste décrire ce qu'on veut vraiment pouvoir améliorer, c'est la transmission. La transmission, ça va avec les valeurs de l'agriculture. Mais la transmission qui va d'un père à un fils ou à une fille, il faut la généraliser en le faisant aussi vers vous, à Mademoiselle qui nous explique qu'elle n'a pas de famille dans le monde agricole mais qu'elle a envie de reprendre. Il faut donc permettre justement à un ancien de transmettre ce qu'il fait, ce qu'il sait à un jeune qui veut apprendre et progressivement prendre la relève. Ça se fait déjà ponctuellement. On a déjà un gros travail, une grosse mobilisation de nos réseaux. Mais je souhaite, dans les concertations qui s'ouvrent que vous puissiez autour du ministre faire des propositions très concrètes pour renforcer ce dialogue entre générations, faciliter la vie de ceux qui partent et de ceux qui arrivent. On a besoin qu'il y ait vraiment ce pacte qui se noue entre les générations et qu'on puisse construire les bons instruments pour pouvoir l'améliorer et donner de la visibilité. Parce que la réalité, c'est que plus on s'y prend tôt quand on veut transmettre, plus on va peut-être prévoir et être accompagné. Et le jeune aussi va peut-être, je dirais, deux ou trois ans avant de commencer devoir être accompagné, mieux formé à prévoir les instruments financiers. Je pense que ça, ça donne de la visibilité des deux côtés, c'est une très bonne chose.

Le troisième axe, évidemment, c'est l'installation, le foncier, l'accès à la terre, le cœur de ce qui va derrière la transmission, qui sont les données les plus importantes et parfois ce qui rend la vie la plus impossible pour les jeunes qui s'installent parce que le prix du foncier est tel qu'ils ont énormément de mal à passer ce cap. Et parce que, aussi, il faut bien le dire, les revenus agricoles depuis tant d'années sont tels que la cession, pour celui qui cède, c'est souvent aussi plus qu'un complément de retraite, c'est le cœur de la retraite à venir. Donc là, ce que je veux qu'on puisse faire dans ce chantier, c'est aider véritablement nos jeunes à ce que le ticket d'entrée soit soutenable. Pour cela, je veux qu'on mette en place un fonds entrepreneur du vivant — et là, il est à structurer dans le cadre de la concertation — qui sera doté de 400 millions d'euros, c'est, je dirais, le départ. Je pense qu'il y a un très gros travail à faire avec les régions parce que ça dépend à chaque fois des modèles de transmission, des modèles de culture et les régions — je le dis devant le président dont je sais l'engagement sur ce sujet et l'esprit de sérieux et coopération — il faut qu'on soit intelligent et qu'on sache le différencier. Pour moi, il faut que ce soit au moins 400 millions d'euros, mais que l'Etat avec les collectivités investissent dans le portage du foncier, et donc dans des solutions parce que ça dépend de la valeur du foncier et de la valeur de l'exploitation selon les régions et les structures. Vous êtes justement à porter dans les premières années le foncier pour permettre de lisser le coût et la charge en ayant une structure, je dirais, parapublique qui va aider le jeune à s'installer et à lisser la charge pendant plusieurs années et aider aussi à mener les transformations indispensables.

Il faut mesurer une chose, c'est que pour les générations qui s'installent, il va y avoir une double falaise : la falaise du foncier pour s'installer et la falaise de la transformation que les exploitants qui sont en maturité doivent déjà prendre et la transformation des usages. Pour moi, l'objectif de ce fonds, c'est de permettre que la reprise soit aussi un moment d'accélération. En aidant à financer, on aide le jeune à investir tout de suite en reprenant. C'est ça ce qu'il faut faire. Parce que sinon, on met tout de suite le jeune dans une situation où il n'y

a pas de modèle économique, si je puis dire, où le modèle économique est déjà fragilisé. Et en fait, il ne tenait - si on est honnête - que parce que tout était déjà investi par quelqu'un qui était en fin de carrière et qui ne réinvestissait déjà plus. C'est ça le problème de notre agriculture, si on a de la décapitalisation dans certaines filières, c'est aussi parce qu'on a des professionnels, des exploitants agricoles qui sont là et qui disent : « Bon, j'arrête ». Ils avaient investi il y a 10 ans, ils ne remettent pas ce qu'il fallait. Il faut absolument qu'au moment où on transmet, le jeune puisse tout de suite réinvestir. Si on l'aide simplement à reprendre mais qu'il n'investit pas, il n'y arrivera pas, et on mettra des jeunes dans le mur. Donc ce fonds, c'est tout de suite un fonds de reprise du portage du foncier et du réinvestissement en transformation pour l'aider à ce que ce soit rentable et profitable, et pour l'aider à ce que, en même temps, il soit dans le jeu de la transition et des nouveaux usages. Pour en avoir parlé ces dernières années avec beaucoup d'entre vous, si on ne fait pas cela, on met des jeunes dans des situations d'impasse, dont ils souffrent eux-mêmes. Ce fonds, on va le différencier selon les régions, les réalités des tissus agricoles mais il est absolument indispensable. Les chambres vont jouer un rôle clef, ça doit être un levier de simplification de la transmission. Je fais confiance aussi aux syndicats agricoles pour nous aider à améliorer les choses. Je souhaite, là-dessus, qu'on mette en place avec tous ceux qui aujourd'hui sont mobilisés sur la question de l'installation, des mécanismes simples, accessibles pour ces projets. Et chacun pourra trouver des conseils et une orientation vers la structure adéquate et un accompagnement à travers un réseau France Installation agricole qui fédérera sur le territoire tous les acteurs. Évidemment les chambres sont un acteur clé mais il faut aussi qu'on mette tout le monde derrière. C'est à nous de travailler intelligemment avec les régions. Je sais combien certains départements sont mobilisés et évidemment nos élus, en particulier nos maires, parce que c'est la vie de nos territoires qu'il y a derrière. Quand une exploitation tombe, si on ne sait pas bien la reprendre, c'est tout un territoire qui parfois se fragilise et se détricote.

Tout ça, évidemment, se fera dans le cadre de la nouvelle PAC, qui prévoit d'ailleurs une hausse des subventions en installation, confiée aux régions. C'est vraiment notre combat des dernières années qui va nous permettre aussi de mener ce travail.

On s'est battu pour ça en débloquant des moyens dans le PSN qui vient d'être validé par la Commission européenne. Je pense que c'est un acquis. Il faut le faire vivre dans ce plan.

Ce troisième pilier que j'évoque, il est clef pour moi. Et vraiment je veux insister là-dessus sinon on n'y arrivera pas. C'est une bataille sur laquelle ces six prochains mois, il faut que vous vous mobilisiez tous. S'il faut investir un peu plus, on y arrivera. Mais on n'a pas le droit de perdre cette bataille.

Le quatrième axe, je vous rassure, c'est le dernier, c'est celui de la transition et de l'adaptation face au climat, et au fond aussi de l'accompagnement dans cette nouvelle révolution agricole qu'on évoquait il y a un an ensemble. Face au climat et à toutes ses transformations, on doit aider à la révolution du vivant et de la connaissance, donc c'est l'agroécologie, le numérique, la robotique, la génomique, la génétique, pardon, le biocontrôle et les solutions fondées sur la nature, c'est-à-dire, comment on aide ces nouveaux entrepreneurs du vivant à, à la fois résister de manière préventive au changement climatique, et à participer à cette nouvelle révolution clef et aux investissements et à tout ce que l'INRAE pilote justement d'innovations.

Cet axe est absolument clé et il suppose plusieurs éléments. D'abord, de poursuivre notre investissement en termes de recherche et de le mettre au service de ces nouvelles exploitations. D'aider là aussi à avoir, territoire par territoire, les modèles à 20 ou 30 ans de notre agriculture. Je pense que c'est très, très important et je nous mets là-dessus. On veut qu'il y ait évidemment des jeunes qui s'installent, mais les jeunes ne pourront pas s'installer avec les modèles agricoles d'aujourd'hui, et encore moins d'hier. Et donc là, la recherche doit nous aider parce qu'il faut qu'ensemble on ait la lucidité, l'honnêteté de dire est-ce que tel modèle agricole, sur tel territoire, sera viable dans 10 ou 15 ans, ou est-ce qu'il ne faut pas aller vers un autre modèle agricole ? Et ça, c'est très important.

Je veux défendre notre agriculture avec vous, je veux défendre tous nos modèles, mais je veux en même temps regarder avec vous le fait que vous ne ferez pas forcément la même agriculture que vos parents. Il y a des territoires où on faisait tel type d'agriculture, le sol ne le permettra plus ou le climat ne le permettra plus. Si vous reprenez exactement la même filière ou le même type d'agriculture, on va vous mettre dans le mur à 5 ans ou 10 ans et on risque de vous faire faire des investissements qui ne seront pas les bons. Donc là recherche, cartographie sur les territoires, au service des jeunes.

Ensuite, on doit se donner de la visibilité sur le climat à venir et développer avec les chambres, on en parlait tout à l'heure avec le président, ce que j'appellerais un stress test-climatique intégré au parcours d'installation pour identifier les défis qui se posent à tous, et de manière plus spécifique. En effet, il faudra le faire exploitation par exploitation, au moment de reprendre, et de dire : quel type de culture tu peux faire, quel type d'irrigation il faudra avoir, comment aménager, quels sont les investissements qu'il faut faire ? Et au fond, il faut une feuille de route de la viabilité de l'exploitation, des adaptations qui seront à faire, de l'adaptation au changement qu'il faudra porter au niveau de l'installation.

Cà, évidemment, les pouvoirs publics devront l'accompagner. Ce stress test ne peut pas être à la charge du jeune qui s'installe. Mais c'est la base si on veut qu'il s'installe bien et qu'on réussisse. Et d'ailleurs, il faudra peut-être à l'échelle de certaines régions, parce que c'est la bonne maille nos grandes régions, regarder nos territoires et complètement convertir nos modèles, et réussir à penser ces transitions parce qu'il faudra dans certains endroits régénérer les sols, changer le type de culture, dans d'autres complètement repenser nos

certaines cultures régénérer les sols, changer le type de culture, dans d'autres complètement repenser nos systèmes d'irrigation, et dans certains peut-être remettre de l'agriculture sur certains sols qui étaient préservés et qui sont utilisables et, pour d'autres, accepter qu'il n'y aura pas de bonne exploitation qui puisse se faire sur 10 à 15 ans. Ça, c'est la vérité des prix. Si on ne le fait pas, on se plantera.

On mènera ainsi des feuilles de route, il faut le faire au niveau territorial et il faudra le décliner exploitation par exploitation. Et puis dans ce cadre-là, pour réussir à mener dans ce quatrième pilier la transition, il faudra aussi qu'on invente de manière plus rapide, mais pour les jeunes ce sera fondamental, la rémunération de ce qu'on appelle en bon français, en bon breton, le carbon farming. C'est-à-dire le puits de carbone agricole, et donc les pratiques qui permettent justement de lutter contre le changement climatique et donner de la visibilité sur ces pratiques et la visibilité en termes de prix et d'investissements. Ça aussi, ça aidera beaucoup, pour permettre d'aller dans ce sens.

Dans le même temps, ce qu'on va faire et ce, dès les prochains textes, je veux aussi qu'on puisse accompagner les jeunes, au-delà de la rémunération de ces stratégies de puits de carbone et de la rémunération du carbone, les aider mieux à porter les innovations et le développement des énergies renouvelables, de le faire en respectant les surfaces agricoles et en gardant le modèle agricole. On en a parlé avec les JA tout à l'heure. Et donc on va mettre des systèmes de contrôle pour que ça reste des surfaces agricoles. On va mettre des systèmes pour éviter que tout cela soit mal utilisé.

Il faut qu'on puisse accélérer les projets d'énergies renouvelables, qui sont un levier pour diversifier et améliorer les revenus agricoles. La loi qui va arriver, la loi d'urgence, énergies renouvelables, va permettre d'aller plus vite sur l'agrivoltaïsme et de développer des projets qui sont indispensables, en mettant des règles claires pour éviter les abus. Elle va permettre aussi d'accélérer les raccordements qui sont indispensables, pour ces projets comme pour les projets, par exemple, de méthanisation qui aujourd'hui, parfois, mettent des années à être raccordés, ce qui décourage parfois certains d'entre vous.

Sur ce sujet de loi d'urgence, on ne peut pas dire "l'énergie coûte cher, on n'arrive plus, il y a des risques" : on sait les produire simplement mais on nous explique qu'il faut deux ans pour les raccorder au réseau : on est chez les fous. Donc il faut que ce qui se fait en deux ans, se fasse en deux mois. Et ce n'est pas des problèmes techniques, croyez-moi. Ce ne sont que des problèmes de lenteur bureaucratique, administrative ou de mauvaise volonté. Donc ça se règle par la loi. On a une opportunité et on va la prendre.

Voilà, je ne veux pas être plus long. J'ai dit l'essentiel de ce que je voulais dire. Donc il y a ces quatre piliers, six mois de discussions, un travail à venir, une loi qui arrivera, notre loi d'orientation d'avenir agricole, mais aussi de l'investissement, des structures qui ne dépendent pas de la loi mais des actions du Gouvernement, une mobilisation de tous.

Tout cela au service de quoi ? Du renouvellement des générations, mais surtout de cette souveraineté agricole et alimentaire, absolument indispensable. Elle est la clef aujourd'hui, c'est la mère des batailles, il faut la défendre. C'est une mobilisation de vous - je n'ai pas de leçon à vous donner, vous travaillez suffisamment - des pouvoirs publics. Vous avez un ministre et tout le Gouvernement qui sont à vos côtés. Vous m'avez à vos côtés, vous le savez, sur le cap que j'ai donné, mais une mobilisation de la nation tout entière. On a besoin des transformateurs, on a besoin des distributeurs et on a besoin de tous nos compatriotes pour qu'ils comprennent qu'acheter français, consommer français aujourd'hui, aimer notre agriculture, c'est la clef pour garder cette souveraineté et ne pas se réveiller demain avec la gueule de bois.

Voilà ce que j'étais venu vous dire aujourd'hui. Soutien, remerciements, confiance, confiance en vous, confiance en notre avenir. Nous y arriverons parce que nous savons nous battre, parce qu'on ne compte pas nos heures et parce que nous y croyons. Vive la République et vive la France !